



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**Bureau des Installations Classées**

Affaire suivie par Catherine FRANKE

Tel 03.87.34.88.29

Fax 03 87 34 85 15

Internet : [catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr](mailto:catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr)

**ARRETE**

N°2009-DEDD/IC-216

en date du 16 novembre 2009

portant modification de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2008 modifiant certaines prescriptions de l'arrêté du 7 novembre 2005 imposant à E.D.F. des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de sa Centrale Thermique de La Maxe.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1<sup>er</sup> des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement et notamment son article R.512.31 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2009-39 du 28 juillet 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 imposant à E.D.F. des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de Centrale Thermique de La Maxe ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-43 du 14 février 2008 modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005 imposant à E.D.F. des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de sa Centrale Thermique de La Maxe et renouvelant l'autorisation de détenir des sources radioactives ;

Vu la lettre d'E.D.F. en date du 11 août 2009, demandant la modification de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2008, susvisé ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 30 septembre 2009 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 22 octobre 2009 ;

Considérant que la modification sollicitée porte sur la constitution de la couverture du bassin n°4 du parc à cendres de Woippy ;

Considérant que la société Jean Lefèbvre, en charge des travaux de remise en état du bassin n°4, éprouve des difficultés pour obtenir un gisement suffisant de matériaux inertes répondant aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2008, susvisé (faible perméabilité entre  $10^{-8}$  et  $10^{-9}$  m/s sur une épaisseur de 0,4 mètre) ;

Considérant que la solution alternative proposée consiste en la mise en place d'une géomembrane bentonitique de très faible perméabilité ( $10^{-10}$  m/s) associée à une couche de 0,4 mètre de matériaux inertes de perméabilité moyenne (entre  $10^{-6}$  et  $10^{-7}$  m/s) ;

Considérant que cette solution alternative apporte des garanties supplémentaires à la solution retenue initialement, étant donné que l'objectif principal est d'éviter l'infiltration des eaux pluviales dans le massif de déchets ;

Considérant qu'il y a, donc, lieu de modifier l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2008, susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1 – Modification :**

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2008, susvisé, est remplacé par l'article suivant :

#### **«Article 5. Constitution de la couverture**

La couverture finale des trois dômes est constituée de bas en haut :

- d'une couche de 0,2 à 0,3 mètre de matériaux sablo-argileux issus du décapage de la digue Est, sans que cela remette en cause la stabilité de la digue ;
- d'une couche de 0,4 mètre de matériaux inertes peu perméables (entre  $10^{-8}$  et  $10^{-9}$  m/s) provenant de l'extérieur ;
- d'une couche de 0,2 à 0,3 mètre de matériaux végétalisables provenant de l'extérieur munie d'un système de drainage des eaux de ruissellement.

Ces couches peuvent être remplacées par des solutions présentant des garanties au moins équivalentes avec l'accord préalable de l'Inspection des Installations Classées.

Tout apport de matériaux provenant de l'extérieur doit faire l'objet d'une comptabilité précise sur un registre comportant au minimum les éléments suivants : nature, quantité, origine.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.»

### **Article 2 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 3 - Information des tiers :**

En vue de l'information des tiers :

1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

### **Article 4- Droits des tiers :**

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### **Article 5 - Exécution de l'arrêté :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
La Sous-Préfète de Metz-Campagne  
le Maire de La Maxe,  
les Inspecteurs des Installations classées,  
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 16 novembre 2009

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Signé Jean-Francis TREFFEL